

À quand un renouveau radical de la politique étrangère de la France ?

Trois traits inquiétants

La politique étrangère de la France présente aujourd'hui trois caractéristiques :

1) Elle n'intéresse guère les Français. Le chômage, le financement de leurs retraites, le montant de leurs salaires, la sécurité dans la rue, les problèmes posés par l'immigration les préoccupent davantage. Et ils pensent que tout cela ne relève que de la politique intérieure. Ils laissent aux diplomates le soin de soutenir « l'intérêt national » — la conquête de marchés d'exportation, l'usage de la langue française, la « grandeur » de la France —, et aux militaires celui de s'occuper de la défense du territoire. Ils savent que la crise économique est mondiale, mais ils ne comprennent pas grand-chose aux négociations relatives au sauvetage des banques ou aux problèmes monétaires.

2) L'inspiration de la politique étrangère reste, pour l'essentiel, commune à la droite et à la gauche. Elle est nationaliste et militariste et elle s'inscrit dans le cadre du néolibéralisme triomphant. Les clivages sont ailleurs — entre le fédéralisme européen et Europe des États, entre militarisme et ouverture pacifique —, mais ils passent par les personnalités, non par les partis ou les syndicats.

3) La définition de la politique étrangère de la France s'effectue dans la confusion. Elle obéit à des influences contradictoires dans un monde en évolution rapide. D'une part, notre pays tente depuis 1945 de regagner par divers moyens un statut de grande puissance, qu'il a perdu avec sa défaite en 1940 et la décolonisation de son « empire » à partir des années soixante. Il n'est pas le seul : ses deux voisins, la Grande-Bretagne et l'Allemagne, tentent eux aussi, chacun à sa manière, de surmonter les frustrations identitaires dues à leur perte de statut de grande puissance. La France a d'autre part longtemps cherché, sans vraiment la trouver, sa place dans la confrontation Est-Ouest qu'entraînait dans le monde occidental le *leadership* américain. Elle ne progresse guère dans le processus complexe de la construction de l'Union Européenne et de recherche d'une forme acceptable de « gouvernance » mondiale.

Un conservatisme qui dépasse les clivages politiques

La politique étrangère poursuivie par la majorité actuelle mélange des idées reçues datant du XVIII^e siècle, une conception archaïque de « l'intérêt national », la recherche de marchés d'exportation (incluant les ventes d'armements), la défense de la langue française (qui « remplace » une politique d'aide digne de ce nom aux pays pauvres) et enfin la soumission aux conceptions américaines en matière militaire et de lutte contre le « terrorisme international ».

En fait, il faut bien reconnaître que cette situation n'est pas nouvelle. Les politiques des plus récents présidents de la République n'ont pas beaucoup varié par rapport à celles de leurs prédécesseurs. Valéry Giscard d'Estaing, François Mitterrand, Jacques Chirac ou Nicolas Sarkozy n'ont rien fait pour s'opposer à la pensée unique ultralibérale et libre-échangiste qui rend très difficile la poursuite de la construction européenne et le développement des pays pauvres. Ils n'ont pas su prendre en compte le fait que la paix règne désormais entre pays européens et, plus généralement, entre pays développés. Ils n'ont donc pas réduit les dépenses militaires et ils ont continué de raisonner en termes militaristes. Ils n'ont pas pour autant réussi à empêcher les drames liés à la désagrégation de la Yougoslavie et à l'aggravation de la situation au Moyen-Orient. Et malgré des discours ambitieux, ils n'ont pu exercer que fort peu d'influence sur les problèmes de la protection de l'environnement ou de la construction d'une gouvernance mondiale.

Une crise identitaire mondiale

La politique étrangère de la France depuis un quart de siècle souffre en fait des

mêmes hésitations que celle des autres pays européens : choix entre résistance et soumission à la pression hégémonique et militariste des États-Unis, manque d'une claire vision au sujet de la poursuite de la construction européenne, absence de détermination au sujet du conflit israélo-palestinien, hésitations pour définir une politique proarabe tout en se défendant contre le terrorisme, difficulté d'adaptation des appareils militaires aux menaces réelles ; dans le domaine économique, atermoiements sur l'attitude à adopter vis-à-vis des délocalisations industrielles à l'échelle planétaire, absence de définition d'une mondialisation politique qui soit adaptée à la mondialisation économique ; plus généralement, difficulté extrême à définir un nouveau projet mondial de société.

Mais si la France n'est pas encore sortie de la crise créée par sa dégradation au rang de puissance moyenne et par la décolonisation de son empire c'est en réalité le monde entier qui traverse une crise profonde, essentiellement d'ordre identitaire. La fierté nationale d'un État est souvent fondée sur le souvenir d'un passé militaire glorieux, l'effacement des frustrations subies, la supériorité de ses croyances religieuses ou économiques, l'importance de ce qu'il estime être son apport à la civilisation. Ces sentiments nationalistes s'expriment de façon différente d'un pays à l'autre : les États-Unis poursuivent malgré leurs échecs leur rêve hégémonique, l'Angleterre est toujours tiraillée entre son ex-Commonwealth et son appartenance à l'Europe, l'Allemagne tente de compenser par sa puissance économique les séquelles de son passé, les pays émergents essaient d'oublier la colonisation, l'Iran, poussé par l'Occident, s'enfonce dans une dictature religieuse intransigeante.

Dès lors, les politiques étrangères de tous les pays, et en particulier celles des grandes puissances et des puissances moyennes, continuent de s'inspirer d'une conception archaïque de leur « intérêt national » et de leur « défense » par la course aux armements. On commence certes, à des degrés divers, à constater la nécessité d'un multilatéralisme plus coopératif et même d'une marche vers des formes plus contraignantes de « gouvernance » multilatérale à l'échelle européenne et mondiale. Mais les États-nations, sans doute par crainte d'y perdre au moins pour partie leur identité, ne souhaitent pas avancer très vite dans cette direction. Cette situation induit hésitations et contradictions, variables en intensité selon les personnalités au pouvoir dans les divers pays. Et l'archaïsme propre à la politique des États-Unis peut continuer à dominer la scène mondiale, entraînant le triomphe du militarisme, de l'absence d'ouverture réelle au Tiers-monde, de la religion néolibérale et du libre-échangeisme intégral.

Corriger une erreur fondamentale d'appréciation

Les politiques étrangères actuelles sont le résultat d'une erreur fondamentale sur la nature et le caractère structurel des changements en cours. Or ces changements ne sont rien moins que révolutionnaires et peuvent se traduire en quelques idées simples : tous les problèmes devenant essentiellement mondiaux, leur solution exige absolument de dépasser le cadre des États-nations, et dès lors les guerres ouvertes cessent d'être des moyens privilégiés des politiques internationales.

Il s'agirait ainsi, « tout simplement », de remplacer des politiques de guerre par des politiques de paix. La ligne directrice des politiques étrangères devrait être, dans cette nouvelle logique, non de défendre « l'intérêt national » au sens étroit du terme, mais d'agir sur le contexte mondial pour tenter de le rendre meilleur pour tous.

La solution dépend du degré de compréhension que chaque pays est susceptible d'accorder aux crises des autres et de sa volonté de coopération avec eux. Chaque pays, grand ou petit, pourrait y contribuer dans la mesure où il abandonnerait ses idées reçues sur sa défense et son « intérêt ». Pour la France, il ne s'agirait plus de s'accrocher aux attributs d'une « grande puissance » : avoir une armée puissante et sophistiquée, des exportations supérieures aux importations, une monnaie forte, une grande place dans l'économie mondiale dans le cadre néo-libéral et libre-échangiste dominant, ou encore une zone d'influence géographique postcolonialiste réservée. Il ne pourrait s'agir que d'essayer, à son niveau et avec les moyens dont elle dispose réellement, d'avoir une influence sur la société mondiale en vue de la rendre plus pacifique, plus prospère et plus juste. Au lieu de tenter de s'emparer de

la part du gâteau la plus large possible, au lieu de suivre la politique militariste, néolibérale et libre-échangiste des États-Unis, il s'agirait d'adopter à notre échelle une vision planétaire totalement différente, pacifiste, coopérative, comportant un degré raisonnable de protectionnisme régional et de marche vers une mondialisation politique. En d'autres termes d'essayer de faire en sorte que les politiques étrangères soient désormais celles des peuples.

« Faisons un rêve ! »

Ce sont les rêves qui ont toujours dirigé les politiques étrangères. Rêves d'hégémonie ou d'empire depuis l'origine de l'histoire, pour la gloire des conquérants et pour l'orgueil des peuples dominants. Rêves conduisant à des guerres sans fin, à l'exaltation du militarisme, à la destruction des ennemis, à des régimes d'oppression, à des sociétés de classes, à des décadences dévastatrices. Aujourd'hui, la notion même de « conquête territoriale » est devenue ridicule. Il faut donc imaginer d'autres rêves.

Imaginons donc que la France, tirant la leçon du fait qu'elle « n'a plus de menaces auprès de ses frontières », décide de réduire de moitié son budget militaire et d'affecter les crédits ainsi économisés à un « budget de la paix », avec pour objet principal l'aide aux pays les moins avancés. Cette capacité de financement d'une aide à l'éducation, à la santé, à la construction d'infrastructures, à l'industrialisation, lui donnerait en réalité une capacité d'influence sur l'évolution des problèmes mondiaux beaucoup plus grande que celle qu'elle croit encore avoir en raison de sa qualité de puissance nucléaire ou de la participation d'une petite part de son armée aux interventions des Casques bleus de l'ONU.

Qu'il s'agisse du Moyen-Orient, des relations avec la Chine ou l'Inde, des problèmes d'immigration, ou des types de solution à apporter à la construction de l'Europe et à l'établissement d'une gouvernance mondiale, nul pays n'est pris au sérieux aujourd'hui s'il ne dispose de financements correspondant à ses conceptions. La « force de frappe » en matière d'intervention sur les problèmes mondiaux n'est plus ni nucléaire ni militaire. Elle réside dans la puissance financière qu'on consacre à la défense de ses idées et de sa vision du monde – ce qui suppose qu'on ait une telle vision !

Une utopie ? Bien sûr !

Ceci dit, il n'y a évidemment aujourd'hui aucune chance de voir ce rêve se réaliser ! Une nouvelle « grande politique » n'est pas pour demain. Il n'y a rien à attendre d'une droite archaïque et militariste à outrance. Et si la prochaine élection présidentielle amenait la gauche sociale-démocrate au pouvoir, les débats qui ont lieu actuellement sur son programme ne laissent rien espérer à ce sujet : ils n'ont rien de réellement novateur en matière de la politique militaire ou de politique étrangère.

L'absence d'approfondissement politique de l'Union Européenne continuera de menacer d'éclatement la zone euro et la perspective de nouveaux élargissements probables à moyen terme (Serbie, Monténégro, Macédoine, Kosovo) d'affaiblir encore sa cohésion. Les paradis fiscaux continueront à encourager la fraude et la corruption. L'immigration continuera à croître sans régulation, l'importance du chômage structurel aussi. Les crises monétaires se multiplieront parce que néolibéralisme et le libre-échangisme triompheront longtemps encore. Les crises sociales, aggravées par la poursuite de la réduction des acquis sociaux, deviendront de plus en plus sévères.

C'est seulement quand il deviendra absolument évident qu'il n'y a pas d'autres réponses aux crises qu'un renversement des politiques suivies qu'il deviendra concevable de transformer la société. L'histoire nous apprend que la manipulation des forces sociales est possible, mais qu'elle n'exclut pas les erreurs dramatiques. Ce sont des épreuves difficiles qui sont en préparation. Il faudrait pouvoir faire un bon usage des crises. La seule manière d'y parvenir est de tirer les leçons de l'Histoire, de tenter de montrer que les sentiments identitaires peuvent être transformés et élargis sans frustrations, d'habituer nos concitoyens à se considérer en même temps citoyens de leurs pays et citoyens du monde, bref de rendre de plus en plus familière la vision d'un autre type de société que celle que nous connaissons.

Il est indispensable de commencer dès maintenant à tenter de convaincre les peuples

que leur « grandeur » se situe ailleurs que dans le nombre de chars ou de bombes dont ils peuvent disposer, que l'institution de budgets de la paix doit commencer à remplacer les budgets de la guerre, que la construction européenne et les constructions régionales en général doivent être approfondies, que de très grands projets planétaires doivent être entrepris, que les institutions mondiales doivent être repensées, que les politiques extérieures doivent être au service des peuples et non à celui des privilégiés.

Une révolution intellectuelle et identitaire de ce genre ne se fait pas en un jour. C'est la raison pour laquelle elle doit être entreprise sans délai.

Maurice Bertrand

1. Encart 1

Quelques points de repère historiques sur la période 1945-2009 (pour l'essentiel celle dite des *Trente Glorieuses*)

1945 : Charles de Gaulle lance sa « grande politique », consistant à obtenir un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU et à marquer ses distances par rapport à l'hégémonie américaine.

1946 : insurrection en Indochine, à laquelle de Gaulle et Georges Bidault répondent par une guerre atroce et inutile, terminée par une défaite heureusement transformée en paix honorable par Pierre Mendès France en 1954.

1947 : après le retrait du Général, la France accepte le plan Marshall (1947-1951) puis l'assistance militaire américaine (1951-1955).

1950-1954 : querelle de la Communauté Européenne de Défense (CED).

1951 : création de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (Jean Monnet, Robert Schumann)

1954-1962 : guerre d'Algérie, deuxième conflit atroce et inutile, soutenu par les tenants de « l'Algérie française », massivement recrutés à droite, mais aussi à gauche (avec entre autres Guy Mollet, Robert Lacoste ou encore Marcel-Edmond Naegelen).

1956 : crise de Suez, créée par l'inopportune intervention franco-britannique en Égypte, qui montre aux puissances moyennes européennes que leur marge de manœuvre est désormais très étroite.

1957 : Traités de Rome sur le Marché commun et l'Euratom.

1958 : Retour de De Gaulle au pouvoir, consécutif aux événements du 13 mai à Alger.

1962 : échec de l'Europe des Six.

1963 : Traité de l'Élysée, approfondissant la coopération franco-allemande ; double « non » de la France à l'entrée de l'Angleterre dans la Communauté et au *partnership* proposé par John Kennedy.

1964 : mise en œuvre à grande échelle de la dissuasion nucléaire française ; reconnaissance de la République populaire de Chine.

1965 : politique de la « chaise vide » à Bruxelles.

1966 : discours de Phnom Penh critiquant la guerre du Vietnam ; retrait de l'intégration des forces françaises dans le dispositif militaire de l'OTAN.

1967 : tournant de la politique française au Proche-Orient ; discours sur le « Québec libre ».

1968 : refus de signer le Traité sur la non-prolifération nucléaire.

1969 : retrait définitif de De Gaulle.

1972 : Traités d'adhésion à la Communauté de la Grande-Bretagne, du Danemark, de l'Irlande et de la Norvège (qui, en fait, ne ratifiera pas cette décision) ; institution du *Serpent monétaire européen*, un dispositif économique limitant les fluctuations de taux de change entre les pays membres de la Communauté Économique Européenne ; détente entre les États-Unis et l'URSS avec la signature des accords SALT sur le contrôle des armements nucléaires.

1973 : institution de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe (CSCE).

1975 : institution du vote majoritaire au sein du Conseil européen : premiers accords de Lomé, destinée à réguler les échanges commerciaux entre l'Union Européenne et les pays ACP (Pays d'Afrique, Caraïbe et Pacifique).

1979 : création du système monétaire européen (SME) ; lancement du Groupe des Sept (G7) et l'institution d'échanges de vues planétaires entre puissances économiques ; premier renouvellement des accords de Lomé.

1985 : Avènement de Michael Gorbatchov qui marque la fin de la guerre froide

1989 : Chute du mur de Berlin et début de la réunification allemande

1990 : Invasion du Koweït par l'Irak de Saddam Hussein

1991 : Eclatement de la Yougoslavie

1992 : Traité de Maastricht

1995 : Reprise des essais nucléaires par le Président Chirac

1996 : La France ratifie le Traité de non-prolifération nucléaire
2003 : 2ème Guerre du Golfe
2004 : Elargissement de l'Europe à 8 pays d'Europe de l'Est plus Malte et Chypre
2007 : Adhésion de la Roumanie et de la Bulgarie sous la pression de Jacques Chirac
2008 : Retour de la France dans le dispositif militaire de l'Otan
2009 : Traité de Lisbonne

2. Encart n° 2

Huit propositions pour changer la gouvernance du monde

- Que soit clairement définie et mise en œuvre une politique de paix par opposition au militarisme qui continue de régner, et une politique de coopération par opposition aux politiques de compétition,
- Que soit établi un plan d'aide au développement des pays les moins riches de l'Union Européenne et aux pays les moins avancés en général et que le budget de l'Union soit orienté en conséquence,
- Que soit remise en question la « pensée unique » libre-échangiste qui entraîne pour les pays européens délocalisations et chômage structurel, et qui nuit au développement des pays du Tiers-monde
- Que soit proposé un plan sérieux d'harmonisation des politiques fiscales, budgétaires et de contrôle du crédit, pour tous les membres de l'Union Européenne
- Que soit mis au point un plan sérieux d'éradication des paradis fiscaux qui encouragent la corruption et la fraude,
- Que soient pris en considération les problèmes identitaires des pays dans leurs différences d'approche avec les puissances occidentales (Pays arabes, Israël, Corée du Nord, etc.).

- Que soit organisé un véritable dialogue entre cultures, au lieu de se contenter d'affirmer hypocritement le respect des droits de l'homme en l'assortissant de menaces militaires
- Que soit mis à l'étude un plan pour l'institution d'un instrument mieux adapté à une gouvernance mondiale et de dialogue entre cultures que ne le sont les institutions mondiales existantes et notamment l'ONU, le G8 et le G20.